

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020



pS-Eau

programme
Solidarité-Eau



Coordination : Guillaume Aubourg

Maquette : Cercle Studio

Crédits photos : pS-Eau, CEHA, Experts solidaires, Seves.

Dépôt légal : juin 2021

Ce document est imprimé par &OP sur un papier écologique issu
de forêts gérées durablement — FSC.

Sommaire

Éditorial	4
Qui sommes-nous ?	8
Nos missions	9
Notre réseau	10
Nos valeurs	12
Panorama 2020	13
Production de connaissances	14
Appui-conseil	21
Mobilisation	38
Communication	42
Budget et organisation	44
Financements	45
Organisation	46

ÉDITORIAL



Pierre-Marie Grondin, Directeur du pS-Eau

Nous ne pouvons pas évoquer l'année 2020 sans nous rappeler que c'est la dernière année où le pS-Eau a bénéficié de la présence et du soutien de son vice-président Jacky Cottet.

Sa disparition le 13 février 2021 a suscité beaucoup d'émotion et de regret de le voir partir ainsi trop tôt alors que tous, nous espérions sa guérison et son retour rapide parmi nous.

Nous avons perdu notre vice-président, mais surtout un ami proche toujours disponible et bienveillant. Son appui nous a été précieux dans de nombreux moments importants comme la mise en place de l'antenne du pS-Eau à Lyon ou le lien avec ses collègues du réseau international des organismes de bassin dans les réunions internationales.

Son implication pertinente et sensible dans le conseil d'administration et les missions communes que nous avons pu avoir tant en Europe qu'au Maroc ou encore en Moldavie sont autant de souvenirs communs que nous conservons précieusement. De nombreux témoignages, que nous avons relayé à ses proches, de l'attachement des membres du pS-Eau à Jacky nous sont parvenus et nous vous en remercions.

Le pS-Eau a poursuivi ses activités et comme toutes les structures qui œuvrent à un monde plus juste, à un accès équitable aux ressources et aux services

essentiels, nous avons été confrontés à une période de grands désordres.

C'est l'urgence de faire face aux conséquences du changement climatique qui prédomine dans un contexte de repli sur soi, de méfiance accrue face à la pandémie, d'instabilité et d'insécurité, donc de contraintes encore plus fortes à maintenir les échanges et les actions de soutien pour les plus démunis.

Deux tiers de la population mondiale connaissent des pénuries sévères d'eau au moins un mois par an et 500 millions de personnes connaissent des pénuries sévères d'eau toute l'année.

Les risques accrus auxquels sont confrontés les responsables des services modifient les modes d'action pour atteindre la durabilité de ces services.

Parmi ces modes d'action, la coopération décentralisée et non gouvernementale française tient toute sa place, les montants mobilisés et le nombre d'actions augmentent régulièrement.

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est identifié par les Français comme la première priorité de l'aide accordée par le gouvernement français aux pays à faibles revenus.

Les élections municipales et la réorganisation de leurs groupements (Loi NOTRe) ont fait craindre une baisse

de l'engagement des collectivités. Les nouvelles équipes mises en place se sont au contraire intéressées à la solidarité internationale et participent de manière de plus en plus concertée à de nombreuses actions dans les pays à faibles revenus. Le pS-Eau s'est engagé en 2020 dans un accompagnement accru des « grandes intercommunalités » qui ont à la fois la compétence eau et assainissement, un potentiel de financement important et une plus grande marge de manœuvre pour mobiliser des ressources humaines. Le pS-Eau s'attache à ce que les collectivités territoriales françaises s'engagent dans des partenariats stables et durables, mobilisant leurs savoir-faire, tout en les accompagnant également dans la mise en place de dispositifs de financement des actions portées par la société civile.

Les engagements de l'année 2019 pour la solidarité internationale dans le secteur eau et assainissement ont été collectés auprès de plus de 200 collectivités territoriales et des agences de l'eau. Après une année 2018 en demi-teinte (28,2 millions), les engagements sont repartis à la hausse pour s'établir à 31,9 millions d'euros, un chiffre encore jamais atteint. Cette croissance retrouvée (+ 13%) repose tant sur l'implication des collectivités 15,5 millions (+ 1,4 million) que sur les contributions (16,4 millions soit + 2,3 millions) des 6 agences de l'eau françaises.

En 2019, ce sont près de 200 projets qui sont soutenus. Depuis la création du dispositif 1% Eau en 2005, près de 250 millions d'euros ont été mobilisés via la loi Oudin auprès des collectivités territoriales et des agences de l'Eau (auxquels s'ajoutent 60 millions d'euros mobilisés par les collectivités sur leur budget général pour des actions de solidarité dans les secteurs eau et assainissement).

Ces acteurs de la solidarité et les gestionnaires des services dans les pays à faibles revenus bénéficient

d'apports d'acteurs variés impliqués dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement issus des associations de solidarité internationale, des organismes de recherche, des bureaux d'études, etc. Dans un environnement en évolution permanente, les activités de production et de connaissances ont vocation à mieux comprendre et partager l'état des savoirs et les débats relatifs aux thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays à faibles revenus, notamment sur les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques.

Des thématiques variées allant des « liens entre services d'eau et d'assainissement et biodiversité » aux « services de l'eau dans les petits centres », « l'hygiène menstruelle », ou « la valorisation des boues de vidange », font ainsi l'objet de débats et de synthèses diffusés sur différents supports.

Le pS-Eau assure également une veille active sur les nouvelles publications du secteur, sur les actions mises en œuvre par les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, sur le contexte sectoriel des principaux pays d'intervention de la coopération française. Les informations collectées sont mises à disposition des acteurs de la coopération française via le site web du pS-Eau et via la diffusion à fréquence régulière par mail d'une information synthétisée à des cibles spécifiques.

Le pS-Eau met ainsi à la disposition de tous : un atlas des projets listant plus de 2620 actions, un annuaire des acteurs du secteur composé de plus de 30000 contacts francophones et plus de 9500 anglophones. 438 nouveaux documents de référence et 202 outils pédagogiques ont été ajoutés à la bibliothèque des ouvrages du secteur en 2020, portant le total disponible à 5 158 documents de référence et 2 732 sup-

ports Pédag'eau. 27 fiches synthétiques pays, descriptives du secteur eau et assainissement permettent d'avoir rapidement une base d'information solide pour développer des actions.

L'appui-conseil aux collectivités territoriales et associations françaises demeure l'action centrale du pS-Eau. Afin d'accompagner au plus près les acteurs du secteur, le pS-Eau continue de développer son ancrage territorial, principalement à l'échelle des régions françaises. Cette dynamique inclut le développement de partenariats avec des institutions territoriales (métropoles, conseils régionaux et départementaux, agences de l'eau) afin de soutenir les initiatives de solidarité pour l'eau à l'échelle de leur territoire. Elle passe également par des collaborations étroites avec les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA).

En 2020, le pS-Eau a ainsi consolidé ses moyens d'intervention en pérennisant un poste d'animation à Nancy au sein du Gescod. Une convention de partenariat a été établie avec le Réseau Bretagne Solidaire et des activités ont été développées avec Pays de la Loire Coopération internationale. Un partenariat avec l'agence de l'eau Loire Bretagne et plusieurs RRMA a été élaboré pour démarrer en 2021.

Le partenariat avec les agences de l'eau s'est développé tant pour le volet d'accompagnement en France des initiatives des collectivités territoriales et des ONG financées par les agences que l'appui aux plateformes pays à Madagascar, au Burkina Faso au Liban et au Sénégal. Le démarrage en 2021 de plateformes pays au Togo et au Bénin est en cours d'étude. Les agences de l'eau sont le moteur de la croissance des initiatives dans le domaine de l'eau. Malgré la pandémie empêchant notamment les mis-

sions de terrain les programmes d'action prévus ont pu être réalisés et les partenaires financiers, dont les agences de l'eau ont prouvé la souplesse de leur appui en acceptant les changements dans les modes d'appui et de suivi.

En 2020, le pS-Eau a organisé 32 ateliers d'information et de formation et réalisé 19 interventions au sein de rencontres organisées par des membres et partenaires. Le volume et la diversité de ces interventions sont exceptionnels.

Les contraintes de l'année 2020 ont engendré de nouveaux modes d'animation, des ateliers virtuels mettant à pied d'égalité les participants des pays à faibles revenus avec les participants du territoire français, de nouveaux outils tels que des podcasts, etc.

Cette année a été une année d'ouverture pour le pS-Eau qui s'est traduite par un renforcement des actions liant grand cycle et petit cycle de l'eau notamment sur le Mono et le bassin du fleuve Sénégal.

La préoccupation de travailler au niveau de l'accès aux services essentiels en rapprochant les acteurs de l'énergie et des déchets (prochainement transport) s'est traduite dans les faits.

En reprenant l'animation du réseau Cicle (Coopération Internationale Climat-Energie), le pS-Eau s'ouvre de fait à l'animation du secteur de l'énergie. Cette ouverture va renforcer la présence d'acteurs de ce secteur dans l'association en tant que membres et au sein de ses instances.

Plus largement, cette année 2020 a été l'occasion de lancer un programme de rapprochement de l'animation des 3 mécanismes 1% Eau Énergie Déchets sur la base d'un bilan prospectif du développement des 3 dispositifs. Ce bilan a pu faire l'objet d'une commu-

nication lors de la séance plénière de la CNCD. Par la suite, en accord avec Amorce et Cicle des propositions de soutiens aux initiatives des collectivités ont pu être faites pour mettre à niveau les 1% Energie et Déchets. Ce programme démarre en 2021 avec le soutien de l'AFD et de l'ADEME.

Dans les zones fragilisées, comme au Sahel, le développement des services de base vient légitimer les autorités locales et les États. C'est ce travail constant de développement des services que nous ne devons pas laisser dans des mains opportunistes qui déstabilisent durablement ces régions.

Dans le contexte de la COVID et de l'insécurité, les missions sur place sont et seront de moins en moins nombreuses. Il est temps d'appliquer le renforcement de capacités locales dont nous parlons tous :

- en consolidant les offres de formations,
- en faisant appel plus systématiquement aux compétences locales, en rendant obligatoire le recours à ces compétences et à la formation de celles-ci,
- en arrêtant le siphonnage des compétences par les institutions internationales,
- en sécurisant les circuits financiers pour que l'aide parvienne aux entités locales en charge des services.

Le 9^e Forum Mondial de l'Eau (FME) de Dakar (Sénégal), initialement prévu en 2021 et reporté à mars 2022 en raison de la crise de la Covid-19, représente un immense défi. Axé sur le thème de «La sécurité de l'eau pour la paix et le développement durable», il devra contribuer à rectifier la trajectoire actuelle afin de réaliser l'agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable, à travers quatre priorités pour des actions transformatrices : 1) La sécurité de l'eau et de l'assainissement, 2) La coopération, 3) L'eau pour le développement rural et 4) Les outils et les moyens.

Pour revenir à l'association, sur le plan budgétaire 2019 nous a tous alarmés avec un déficit que le pS-Eau n'avait jamais atteint. Plusieurs mesures ont été prises en 2020 : non-renouvellement du poste communication, report du versement du 13^e mois, suivi plus rigoureux des dépenses, changement de siège, lancement de nouveaux programmes pour 2021 (Bassin Loire Bretagne, nouveau programme Liban, animation Cicle, rapprochement de l'animation des 3 mécanismes 1%, réutilisation des boues, plateformes pays Togo et Bénin, etc.)

Le budget du pS-Eau en 2020 est de 1,450 millions d'euros, soit un budget légèrement inférieur à celui de 2019 (1,575 millions). La diversification des sources de financement enclenchée les années précédentes se confirme avec une participation accrue des agences de l'eau et un accroissement des cotisations. Le principal soutien demeure l'AFD, qui représente 41,6% des ressources.

Le soutien global de l'État représente 54,6% du budget total. La fonction d'appui-conseil constitue toujours la principale activité du pS-Eau. La montée en puissance des quatre dispositifs d'animation pays (Sénégal, Burkina Faso, Madagascar, Liban) grâce au soutien des agences de l'eau y contribue de façon notable.

En conclusion, nous souhaitons de nouveau souligner qu'au sein de la coopération internationale, l'action extérieure des collectivités territoriales françaises est un atout précieux, car, s'il peut être fragilisé par les alternances politiques, il s'affranchit des contraintes temporelles des grandes institutions financières et montre la voie pour pérenniser les services de par leur accompagnement plus souple et plus en réponse aux besoins des populations locales.

Pierre-Marie Grondin

Directeur du pS-Eau



Qui sommes-nous?

Nos missions

comprendre, accompagner, mobiliser

Un réseau au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Créé en 1984 lors d'un sommet des ministres européens de l'Environnement afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, le programme Solidarité Eau (pS-Eau) accompagne depuis 35 ans les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau.

Réseau international multiacteurs ouvert à tous, son action s'inscrit au cœur des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015 et tout particulièrement dans son 6^e objectif qui vise un accès universel à des services d'alimentation en eau et d'assainissement adéquats et gérés de manière durable. Le pS-Eau s'engage ainsi pour permettre à un nombre croissant de personnes un accès à des services pérennes d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les pays en développement (PED). En ciblant les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale et leurs partenaires dans les PED, le pS-Eau poursuit son objectif en proposant de renforcer leurs capacités à intervenir en solidarité internationale sur les secteurs eau, assainissement et hygiène et de mieux mobiliser les différents moyens disponibles.

Dans la réalisation de ses missions, le pS-Eau est soutenu par l'Agence française de développement, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Agence française pour la biodiversité, les agences de l'eau et de nombreuses collectivités territoriales françaises.

Trois axes de travail

- **Production de connaissances**
Capitalisation, recherche, groupes de travail, formation et contribution aux débats nationaux et internationaux
- **Appui-conseil**
Appui à la conception et au montage de projets pour renforcer les capacités des acteurs de coopération, mise en relation avec des partenaires techniques et financiers et organisation de rencontres thématiques et géographiques
- **Mobilisation**
Partage des informations et des connaissances, promotion de la solidarité pour l'eau et l'assainissement, et plaidoyer dans les débats internationaux

Notre réseau

ouvert à tous

Le pS-Eau est reconnu, au Nord comme au Sud, comme un organisme neutre favorisant la concertation avec les pouvoirs publics, le rapprochement, l'appui-conseil et le renforcement des capacités d'intervention des acteurs de la solidarité internationale dans les secteurs eau-assainissement-hygiène.

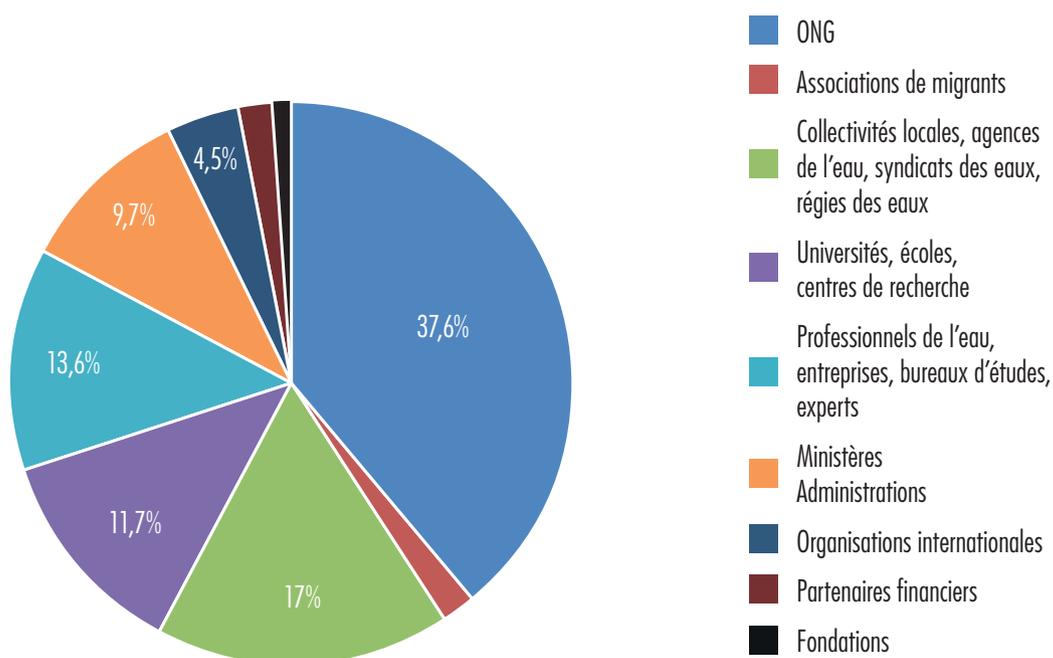
Les 88 membres adhérents de l'association sont représentatifs de la coopération française dans ces domaines : collectivités territoriales, agences de l'eau, organisations de solidarité internationale, associations de migrants, bureaux

d'études, entreprises de l'eau, fondations, organismes de formation et de recherche, etc. Ensemble, ils travaillent à la mise en œuvre de l'ODD 6, avec une idée forte : celle que son atteinte n'est possible qu'à travers une large concertation et des échanges renforcés entre tous les acteurs, au Nord et au Sud.

Les membres du réseau partagent le mandat fondateur du pS-Eau : appuyer les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.



Selon les types cumulés d'organismes



Au-delà des 88 membres adhérents de l'association, le réseau pS-Eau regroupe plus de 40 000 correspondants à travers le monde.

Les collaborations et les échanges diffèrent selon les acteurs du réseau. On retrouve parmi eux :

- Les acteurs avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues : services d'appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc. Les membres adhérents en font partie.
- Les acteurs qui reçoivent régulièrement les informations de l'association ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.).

Priorité aux collaborations et aux échanges avec l'Afrique

La composition du réseau témoigne de l'accent mis par le pS-Eau sur les pays africains, conformément aux priorités réaffirmées lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), de la feuille de route « Sahel » et de la récente stratégie internationale de la France pour l'eau et l'assainissement (2020-2030).

En 2020, 1 046 nouveaux correspondants africains ont reçu les informations diffusées par le pS-Eau. 70% d'entre eux se situent en Afrique de l'Ouest.

Nos valeurs

et principes d'intervention

En créant des espaces de collaborations et d'échanges, le pS-Eau permet de passer de l'idée ou de l'envie d'agir à la concrétisation d'un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur du renforcement des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'amélioration de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, autour de valeurs et d'objectifs communs définis dans la charte du pS-Eau, les adhérents s'engagent à travailler ensemble et à :

- ❶ **Susciter** l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau
- ❷ **Favoriser** la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau
- ❸ **Participer** à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine
- ❹ **Faciliter** le financement de programmes et de projets en faveur des populations les plus pauvres
- ❺ **Organiser** la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique
- ❻ **Promouvoir** la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public
- ❼ **Proposer** l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous



Panorama
2020

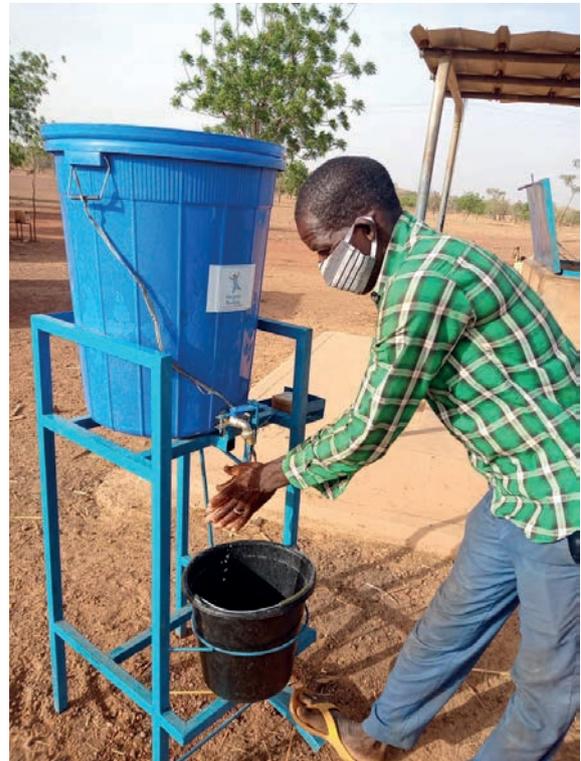
Production de connaissances

Améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement

Dans un environnement en évolution permanente, les activités de production de connaissances ont vocation à mieux comprendre et partager l'état des savoirs et débats relatifs aux thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, notamment sur les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques.

Ces activités se déclinent autour de trois axes d'interventions :

- Assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement ;
- Approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche et en diffuser les enseignements ;
- Contribuer aux débats internationaux.



● Veille scientifique

Le comité scientifique

Le pS-Eau s'appuie sur un comité scientifique composé d'acteurs variés impliqués dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement issus du milieu de la solidarité internationale, des organismes de recherche, des bureaux d'études, etc. Ce comité scientifique, qui se réunit trois à quatre fois par an, a pour objectif d'appuyer l'équipe du pS-Eau dans la fonction de veille sur les actualités du secteur et de débattre des questions thématiques issues des activités de l'association.

En 2020, le comité scientifique s'est réuni à 3 reprises.

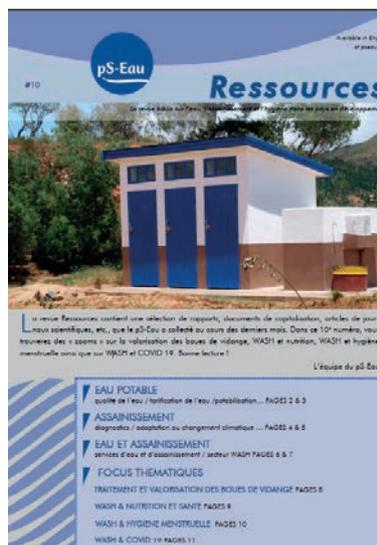
- Le 31 janvier 2020. Le thème de discussion a porté sur « les financements mixtes public/privés pour les services d'eau et d'assainissement dans les PED », avec une présentation introductive de l'OCDE.
- Le 16 novembre 2020. Le comité scientifique s'est penché sur « Les outils participatifs pour la conduite de diagnostics, la planification et la gestion des services d'eau et d'assainissement et la gestion des ressources en eau ». Les débats ont été introduits par une présentation de l'outil WasteWag, développée par l'unité de l'INRAE à Montpellier et par les outils participatifs utilisés par le GRET au Sénégal.
- Le 10 décembre 2020. Le comité scientifique s'est intéressé aux « liens entre services d'eau et d'assainissement et biodiversité », avec une présentation préalable du service mobilisation de la recherche (SMR) de l'OFB.

À l'occasion de cette séance, le pS-Eau a également présenté sa démarche de travail par thématiques et les actualités et perspectives d'activités concernant les diverses thématiques actuellement ciblées.

www.pseau.org/fr/comite-scientifique

Contacts :

Christophe Le Jallé
Mélodie Boissel



Ressources : une revue bibliographique de référence

La revue bibliographique *Ressources* présente une sélection d'ouvrages et d'articles provenant de la littérature anglophone et francophone, sur des questions relatives aux services d'eau potable et d'assainissement. Issue du travail de veille réalisé par le pS-Eau, cette revue partage des repères sur la production de connaissances et d'outils.

Le numéro 10 de la revue *Ressources* diffusé en versions française et anglaise en 2020 présente des focus sur les thématiques WASH et nutrition, WASH et hygiène menstruelle, WASH et COVID 19, ainsi que de la valorisation des boues de vidange.

www.pseau.org/fr/biblio-ressources

Contacts :

Christophe Le Jallé
Mélodie Boissel

● Approfondissement et diffusion des connaissances

Thématique « Économie circulaire dans le petit cycle de l'eau : réutilisation des eaux usées traitées et valorisation des boues d'épuration et de vidange »



Le pS-Eau a encadré en 2020 deux travaux étudiants, s'intéressant à ces sujets dans le bassin méditerranéen : Une étude menée durant 6 mois dans le cadre d'un stage, a permis de dresser un état des lieux de la REUT dans les pays du 5+ 5 méditerrané (Maroc, Tunisie, Algérie, Lybie, Mauritanie, France, Espagne, Malte, Italie, Portugal ; une étude, menée pendant 3 mois dans le cadre d'un partenariat avec l'Université de Cranfield, a examiné la situation de la gestion des boues d'épuration dans les pays du sud de la Méditerranée, avec un autre focus géographique [Maroc, Tunisie, Algérie, Égypte, Jordanie, Palestine, Liban], avec pour objectif de préfigurer des recommandations adaptées au contexte libanais.

Le pS-Eau a organisé en novembre 2020, un séminaire, sur la thématique de la REUT dans le bassin méditerranéen, qui a été l'occasion de présenter ces travaux étudiants, ainsi que plusieurs projets portés par l'IME, la Société du Canal de Provence, Ecofilae et l'INRAE.

www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_journee_d_echange_reut_19_11_201_compte_rendu_2020.pdf

L'approfondissement de ces thématiques se poursuivra en 2021, par un projet mené en partenariat avec l'AERMC, INRAE, Université Cadi Ayyad à Marrakech et l'Institut des sciences de l'environnement [ISE] à Dakar. Une première phase d'étude bibliographique sera suivie d'une phase d'étude de cas, aboutissant à la publication d'un guide technique et méthodologique à l'attention des acteurs en charge de l'assainissement dans les pays en développement et de leurs partenaires français.

Contacts :

Christophe Le Jallé
Mélodie Boissel
Christophe Brossé

Services d'eau dans les petits centres

Périmètre historique d'intervention du pS-Eau, la gestion du service de l'eau dans les petits centres reste aujourd'hui une préoccupation majeure pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Un travail de consolidation de l'ensemble des documents de travail produits sur cette question et de consolidation des études de cas s'est poursuivi et a été partagé lors d'une réunion du groupe de travail en novembre 2020.

Contacts :

Perrine Bouteloup, Irvina Parrel

Services d'eau dans les centres de santé en Afrique

Dans le cadre de l'étude réalisée avec le concours de la Fondation Veolia «Accès à l'eau dans les principaux centres de santé de 5 pays d'Afrique», deux rapports ont été produits. Le premier reprend les conclusions globales de l'étude, le second relève les enjeux, pistes de solutions et acteurs positionnés, qui ont pu être identifiés pour chaque pays ciblé.

Contact :

Perrine Bouteloup

Observatoire des coûts

De nombreux acteurs expriment le souhait de disposer d'une visibilité sur les pratiques en matière de coûts dans le secteur pour l'Afrique subsaharienne, mais aussi au-delà. Ces informations sont rares et difficiles d'accès pour les pays en développement. Les porteurs de projets, en particulier les acteurs de la coopération, sont demandeurs d'un outil qui recenserait ces informations de façon accessible et transparente.

Pour répondre à ces attentes, le pS-Eau a lancé un projet de mise en place d'un observatoire des coûts pour les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les pays en développement. Ce projet est soutenu par l'Agence française de développement, l'agence de l'eau Artois-Picardie et l'agence de l'eau Rhin-Meuse et associe le bureau d'études Hydroconseil.

Durant l'année 2020, le travail de typologie des coûts et des équipements a été consolidé et un cahier des charges pour l'élaboration de la plateforme numérique finale a été élaboré.

Contact :

Christophe Le Jallé

Animation du comité scientifique de la FISONG GIRI 2018

Le pS-Eau assure l'animation d'un comité scientifique spécifique à la FISONG GIRI 2018 [Facilite d'innovation sectorielle pour les ONG] qui porte sur la Gestion intégrée du risque d'innovation, un instrument mis en œuvre par l'Agence française de développement, qui porte sur la «gestion des ressources en eau et des risques de catastrophes naturelles en zone urbaine dans un contexte de changement climatique». Trois projets sont mis en œuvre dans le cadre de cette FISONG, conduits par ACF-Espagne en Mauritanie, le GESCOD au Cameroun et le GRET au Sénégal.

2 réunions de ce comité se sont tenues en 2020.

Contact :

Christophe Le Jallé

Participation aux groupes de travail du PFE

Le pS-Eau a poursuivi son implication active dans plusieurs groupes de travail du PFE portant sur les ODD et le sous-groupe spécifique à l'eau et l'assainissement, Eau et énergie, Accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène [WASH] dans les contextes fragiles. Une publication est en cours autour de la réduction empreinte carbone et adaptation des services eau assainissement.

Contacts :

Christophe Le Jallé
Guillaume Aubourg

Lien entre COVID 19 et services d'eau et d'assainissement

En conclusion d'un travail de veille sur la documentation produite en 2020 et à la participation à des webinaires, une note de synthèse a été produite sur «l'impact de la pandémie de COVID19 sur le secteur Eau, Assainissement et Hygiène».

Contact :

Mélodie Boissel



Intervenir dans des formations universitaires

Mastère spécialisé URBEAUSEP, EIVP

Le pS-Eau est en charge du module international du Mastère spécialisé «gestion des eaux usées et pluviales» (URBEAUSEP) de l'École des ingénieurs de la ville de Paris. Il a conduit ses enseignements pour la nouvelle promotion de ce Master en mars 2020.

Mastère spécialisé « Politiques publiques et stratégies pour l'environnement » de AgroParisTech

Le pS-Eau est intervenu en octobre 2020 au sein du mastère spécialisé « Politiques publiques et stratégies pour l'environnement » d'AgroParisTech afin de présenter les grands enjeux du développement des services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement.

Comité d'analyse prospective « Eau » (CAP Eau) d'AgroParisTech

En 2019, AgroParisTech a engagé une réflexion prospective sur son offre de formation autour des métiers associés à l'eau. Pour accompagner cette démarche, un comité d'analyse prospective Eau (CAP Eau) a été constitué en mai 2019 auquel le pS-Eau a été invité à participer.

Ce CAP Eau, a pour objectif de répondre à 2 questions :

- Quels sont les métiers dans le domaine de l'eau auxquels les étudiants d'AgroParisTech peuvent prétendre (validation et amélioration d'une liste de métiers proposée) ?
- Quels sont les besoins en compétences des professionnels du domaine de l'eau, pour répondre à l'évolution des métiers à l'horizon de 10-15 ans en France, Europe et International ?

La 2^e réunion de ce comité s'est tenue le 17 décembre 2020 et a permis de restituer puis débattre des résultats des entretiens avec les professionnels qui se sont déroulés au printemps et à l'été dernier, ainsi que les travaux du groupe de travail interne.

Contact :

Christophe Le Jallé

● Participer aux débats internationaux

Initiative pour la gouvernance de l'eau (WGI) de l'OCDE

En tant que membre de la «Global coalition for good water governance», le pS-Eau a participé aux 13^e et 14^e réunions de l'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau (WGI).

Ces réunions ont notamment permis de présenter et discuter des rapports sur la gouvernance de l'eau dans les villes africaines et en Asie, ainsi que de poursuivre les travaux de travail sur le renforcement des capacités et les indicateurs. www.oecd.org/water/regional

20^e Congrès de l'Association africaine de l'eau à Kampala et réunion du réseau SuSanA

Le pS-Eau a participé au 20^e congrès de l'Association africaine de l'eau qui s'est tenu à Kampala du 24 au 27 février. Il y a partagé les résultats du programme PRADALLIS sur l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal. Ce congrès a rassemblé de très nombreux participants venus de toutes les régions africaines. L'assainissement y a eu pleinement sa place. www.afwa2020.org

La veille de l'ouverture du congrès, le réseau SuSanA (Sustainable Sanitation Alliance) a organisé une réunion qui a permis aux acteurs d'Afrique de l'Est et australe de partager leurs expériences dans le domaine de l'assainissement. www.susana.org



Congrès AAE Kampala

Préparation du 9^e Forum mondial de l'eau, Dakar 2021

Malgré la situation sanitaire, le processus préparatoire au 9^e Forum mondial de l'eau se poursuit. Les 4 «groupes pilotes» et les 23 «groupes actions» se sont mis en place en 2020. Le pS-Eau est membre du groupe action 2.B «Assurer l'accès universel à l'assainissement» au sein de la priorité «Eau pour le développement rural». Il est également membre de 4 groupes consultatifs. www.worldwaterforum.org

World Water Week at Home

La semaine mondiale de l'eau qui se tient tous les ans à Stockholm en août a vu son format revu en 2020 en étant organisé entièrement en visioconférence. Le pS-Eau y coorganisait une session avec University College London, University of Leeds, Water & Sanitation for the Urban Poor et la Banque mondiale. Cette session qui s'est tenue le mardi 25 août était intitulé «Sewers for Resilient Sanitation in the 21st Century». La présentation du pS-Eau portait sur les mini-égouts et la complémentarité entre les différentes formes d'assainissement en s'appuyant sur l'expérience de la ville de Dakar. www.worldwaterweek.org/event/9131-sewers-for-resilient-sanitation-in-the-21st-century

Effet papillon (« Butterfly effect »)

L'Effet papillon est une coalition d'ONG qui a été créée en 2010 en vue du Forum mondial de l'eau de Marseille (2012). Il vise notamment à faciliter la participation des acteurs de la société civile dans le processus des forums mondiaux de l'eau. En 2020 le comité de pilotage auquel participe le pS-Eau a été relancé en vue du 9^e Forum mondial de l'eau à Dakar.

Contact :
Christophe Le Jallé

Appui-conseil

**Accompagner les acteurs de coopération
à répondre efficacement aux enjeux des pays
en développement**

Les acteurs français engagés en coopération sont nombreux et diversifiés (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations de bénévoles, associations de migrants, ONG, fondations, etc.) et mènent une grande variété de projets.

L'efficacité globale de leurs actions est étroitement liée :

- à la capacité à concevoir, sélectionner et mettre en œuvre des actions de qualité ;
- à la cohérence d'ensemble des actions, en particulier vis-à-vis des cadres sectoriels et des stratégies de développement des pays d'intervention.

Pour y contribuer, le pS-Eau propose une offre complète de services focalisés sur les besoins des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale :

- de l'information et des outils ciblés
- des ateliers et des formations
- un accompagnement personnalisé à la demande.

La réflexion conduite en interne en 2019 autour de la qualité des services d'eau potable et d'assainissement s'est traduite par l'élaboration d'une grille d'analyse commune permettant d'interroger les actions de développement en s'appuyant sur un ensemble d'indicateurs de la qualité d'un service d'eau potable ou d'assainissement. Cet outil méthodologique a été partagé et vient renforcer l'accompagnement de porteurs de projet proposé par le pS-Eau.

De l'information pour faciliter les interventions

Le pS-Eau assure une veille active sur les nouvelles publications du secteur, sur les actions mises en œuvre par les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, sur le contexte sectoriel des principaux pays d'intervention de la coopération française. Les informations collectées sont mises à disposition des acteurs de la coopération française via le site web du pS-Eau et via la diffusion à fréquence régulière par mail d'une information synthétisée à des cibles spécifiques.

Le pS-Eau met ainsi à la disposition de tous :

- un **atlas des projets** de la coopération française listant plus de 2620 actions, dont 210 intégrées en 2020 ;

www.pseau.org/outils/actions/action_atlas.php

- un **annuaire des acteurs** du secteur composé de plus de 32 543 contacts francophones et plus de 9 500 anglophones. Plus de 2 330 nouveaux contacts ont été ajoutés en 2020 ;

www.pseau.org/organismes

- 438 nouveaux **documents de référence** et **202 outils pédagogiques** ont été ajoutés à la bibliothèque des ouvrages du secteur en 2020, portant le total des matériaux disponibles à 5 158 documents de référence et 2 732 supports Pédag'eau

www.pseau.org/outils/biblio/

- 27 **fiches synthétiques** descriptives du secteur eau et assainissement sont disponibles.

www.pseau.org/pays

Des ateliers et des formations

En 2020, le pS-Eau a organisé **28 ateliers d'information et de formation** et réalisé **11 interventions** au sein de rencontres organisées par des membres et partenaires. Le volume et la diversité de ces interventions sont exceptionnels. Ce volume reste conséquent au regard des chiffres de l'année précédente et du contexte de pandémie.

Ils ont permis de diffuser de l'information sur différents sujets relatifs aux services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement, parmi lesquels : la prise en compte des ODD dans les projets eau ; la place des acteurs économiques dans les actions de solidarité internationale autour du thème de l'eau ; la durabilité financière des services d'eau potable ; la qualité de l'eau ; la réalisation d'études de faisabilité, etc.

Les **formations** proposées par le pS-Eau s'appuient sur une démarche méthodologique d'intervention pour l'eau et l'assainissement conçue sur plus de 30 ans d'expérience d'accompagnement d'acteurs du développement. S'adressant à une grande variété de publics, le contenu et les objectifs des formations sont adaptés au cas par cas. Les formations sont systématiquement proposées avec le concours d'une organisation partenaire, agences de l'eau et/ou RRMA et dans différentes villes de France.

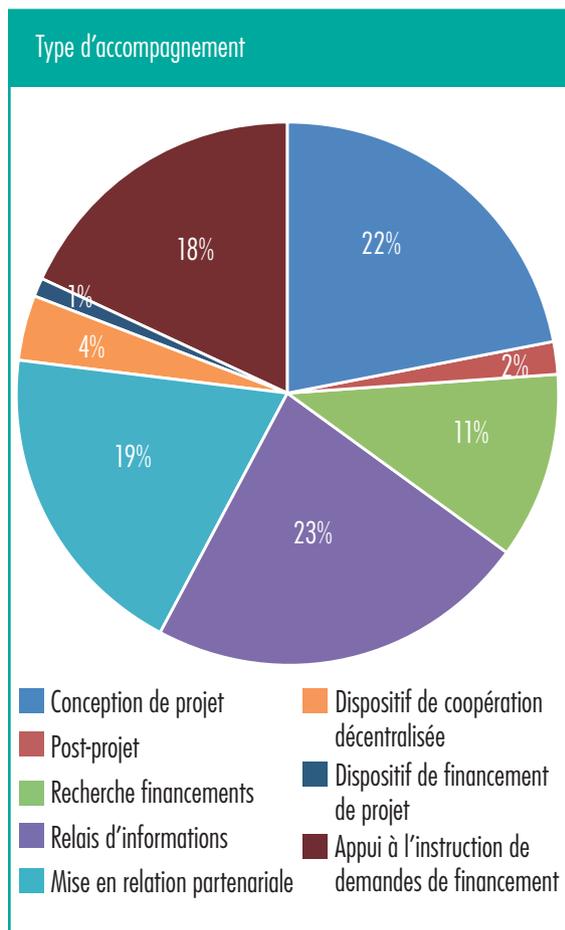
Un accompagnement à la demande

Les demandes d'accompagnement peuvent porter sur tout ou partie des volets suivants :

- la mise à disposition d'informations diverses
- un appui technique et méthodologique à la conception d'un projet
- la recherche de financements pour un projet
- la mise en relation partenariale
- l'appui sur le post-projet (évaluation, capitalisation, valorisation)
- les modalités d'intervention en coopération décentralisée et notamment sur la loi Oudin-Santini
- la mise en place et le fonctionnement des dispositifs de financement de projets
- l'appui à l'instruction des demandes de financement reçues

En 2020, **près de 300 acteurs différents** ont été accompagnés spécifiquement par le pS-Eau.

Les accompagnements portent principalement sur la méthodologie de conception de projets, la mise à disposition spécifique d'information, la mise en relation partenariale et l'appui à l'instruction de projets. À noter la forte demande de membres actifs pour un appui à la relecture et amélioration de la présentation de leur rapport d'exécution de projet. Au-delà d'un descriptif des activités menées, il est souligné l'importance de proposer des indicateurs d'impacts et des éléments de bilan qualitatifs.



Part de chaque type d'accompagnement dans le nombre total de demandes reçues.

Appui à l'instruction de projets

L'équipe du pS-Eau est sollicitée par un nombre toujours plus important d'institutions pour apporter un appui (analyse des projets, informations sur les contextes d'intervention, etc.) à l'instruction de projets proposés dans le cadre de dispositifs de financement. En 2020, le pS-Eau a ainsi appuyé – le fonds d'appui à la coopération Internationale de la région Pays de la Loire, le Programme d'appui aux projets des Organisations de solidarité internationale issues de l'immigration (PRA-OSIM), l'Agence des Micros Projets, l'appel à projets conjoint entre la région Bourgogne Franche-Comté et les agences de l'eau RMC et Seine Normandie, les dispositifs Fonds Eau de la métropole de Lyon, de Toulouse et Bordeaux métropole, et nouveau, le l'agglomération Aix Marseille Provence.

Focus :

Appui à la Métropole de Lyon

Le Fonds de solidarité et de développement durable pour l'eau – «Fonds Eau» – de la Métropole de Lyon a été créé en 2004. Il repose sur un partenariat public-privé, associant le gestionnaire délégué de l'eau potable (société Eau du Grand Lyon) de la Métropole, qui alimente le Fonds Eau de manière paritaire depuis ses débuts. En 2010, l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse a rejoint le dispositif et contribue également de manière paritaire. Ce Fonds est doté d'un budget annuel de 1,2 million d'euros. Le pS-Eau accompagne la Métropole de Lyon pour l'animation du Fonds Eau depuis 2007, date de son implantation à Lyon.

Cette année, cet accompagnement s'est traduit par :

- Un appui-conseil personnalisé auprès de 14 associations qui sollicitent le Fonds Eau pour soutenir leur projet. 10 projets accompagnés par le pS-Eau ont été financés, 15 associations sont toujours en cours d'accompagnement pour un dépôt de leur dossier potentiellement courant 2021 ;
- 40 notes d'analyse sur les projets soumis au Fonds Eau, à l'attention des agents instructeurs de la Métropole et de son délégataire Eau du Grand Lyon ;
- Élaboration d'une grille d'analyse ad hoc et instruction de 46 dossiers déposés, dans le cadre de l'appel à projets spécifique Covid-19 initié par la Métropole de Lyon et l'agence de l'eau RMC au printemps 2020 ;
- la valorisation du dispositif Fonds Eau à l'occasion de 3 animations territoriales sur la solidarité internationale eau et assainissement (1 visioconférence, 2 ateliers en présentiel) ;
- Valorisation du programme Eaurizon via des outils de communication, collaboration pour l'élaboration d'un cahier de capitalisation sur la GIRE.

Accompagnement des Fonds Eau

Des villes de plus en plus nombreuses s'investissent dans la mise en place de dispositifs de financement de projets en application de la loi Oudin-Santini. Ces «Fonds Eau» mobilisent fréquemment des cofinancements obtenus auprès de partenaires des collectivités, tels que les agences de l'eau ou les entreprises gestionnaires déléguées de leurs services. Le pS-Eau accompagne la réflexion ou la structuration de tels dispositifs (procédures d'instruction et de sélection des projets, méthodologie de suivi et d'évaluation des projets, capitalisation, etc.) et encourage les échanges entre villes à ce sujet (en lien avec Occitanie Coopération et les agences de l'eau concernées, organisation d'une réunion d'échanges entre les Fonds Eau de Lyon, Montpellier, Marseille, Bordeaux et Toulouse).

Suivi-évaluation de projets sur le terrain

En raison du contexte sanitaire, il a été jugé prudent de ne pas organiser de mission de **suivi-évaluation** de projets sur le terrain. Ces missions réalisées à la demande de partenaires financiers ou d'opérateurs sont l'occasion de vérifier l'effectivité de l'exploitation technique et organisationnelle des services d'eau et d'assainissement, et mesurer leurs impacts induits en matière de qualité de vie. La reprise de ces missions est souhaitée dès que la situation le permettra.

Les partenariats territoriaux

Afin d'accompagner au plus près les acteurs du secteur, le pS-Eau continue de développer son ancrage territorial, principalement à l'échelle des régions françaises. Cette dynamique inclut le développement de partenariats avec des institutions territoriales (métropoles, conseils régionaux et départementaux, agences de bassins) et des collaborations étroites avec les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA).

Outre l'accompagnement de proximité, les partenariats territoriaux permettent aussi une intensification des activités de mobilisation des collectivités, notamment via de l'information sur les modalités d'application de la loi Oudin-Santini.

Ces partenariats sont désormais pour la plupart formalisés dans des conventions souvent multipartites :

- **sur le bassin Rhône-Méditerranée**: une convention-cadre signée avec l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) et quatre réseaux régionaux multi-acteurs (Bourgogne-Franche-Comté International, Resacoop, Occitanie Coopération et Territoires Solidaires) définit un programme d'actions et d'animation conjoint articulé sur l'ensemble du bassin jusqu'en 2024;
- **sur le bassin Adour-Garonne**: une convention avec l'agence de l'eau Adour-Garonne et les RRMA du bassin, SO Coopération et Occitanie Coopération; A noter des échanges intensifiés avec les métropoles de Toulouse et Bordeaux.
- **sur la région Grand Est**: un accord-cadre avec le réseau régional GESCOD, les trois agences de l'eau – Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse et Seine-Normandie – présentes sur le territoire. En 2020, le pS-Eau a ainsi ouvert un poste d'animation à Nancy au sein du Gescod.
- **sur le bassin Loire Bretagne**: une convention de partenariat a été établie avec les Réseaux Bretagne Solidaire, Pays de la Loire Coopération internationale et Centraider dans le cadre d'un partenariat désormais formalisé avec l'agence de l'eau Loire Bretagne.

Auvergne-Rhône-Alpes

En région Auvergne Rhône-Alpes, le pS-Eau (antenne de Lyon) collabore plus spécifiquement avec le RRMA Resacoop et la Cité de la Solidarité Internationale, partenaires privilégiés pour renforcer l'information et la capacité d'intervention des acteurs de coopération internationale de ce territoire dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement. En 2020, cette collaboration s'est traduite par :

- un appui-conseil personnalisé auprès d'une vingtaine d'acteurs de coopération, regroupés en coalition d'acteurs associant ONG, entreprises et collectivités.
- deux ateliers d'échanges sous format webinaire entre associations de solidarité internationale engagées sur des projets EHA; une présentation sous format webinaire des modalités d'intervention de l'AERMC en coopération internationale.
- Deux webinaires de présentation des partenariats ONG/entreprises.
- un appui à la formalisation du deuxième appel à projets annuel eau et assainissement conjoint entre la Région AURA et l'agence de l'eau RMC.
- un atelier thématique à Clermont Ferrand, organisé avec le Resacoop «L'eau et l'assainissement dans les projets de coopération internationale, comment se mobiliser pour agir?», auquel une trentaine de personnes ont pu participer en présentiel.
- deux webinaires de retour d'expériences de projets de solidarité, impliquant des partenariats entreprises-ONG

📧 Ana Sanchez – ana.sanchez@pseau.org

📧 Philippe Mouton – mouton@pseau.org



Bourgogne-Franche-Comté

Le pS-Eau collabore avec le RRMA Bourgogne Franche-Comté International (BFCl), partenaire privilégié pour renforcer l'information et la capacité d'intervention des acteurs de coopération internationale de ce territoire dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement. En 2020, cette collaboration s'est déclinée à travers un appui-conseil personnalisé auprès d'associations, la rédaction de 13 notes d'appréciation sur les dossiers soumis dans le cadre de l'appel à projets conjoint entre la région Bourgogne Franche Comté et les agences de l'eau RMC et Seine Normandie, et un atelier régional d'échanges et de concertation des acteurs de la coopération internationale pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (webinaire).

- 👤 Ana Sanchez – ana.sanchez@pseau.org
- 👤 Philippe Mouton – mouton@pseau.org

Occitanie

En 2020 l'action du pS-Eau se poursuit dans le cadre de son partenariat avec d'une part l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse et le réseau régional Occitanie Coopération et d'autre part l'agence de l'eau Adour Garonne et Occitanie coopération. On retiendra :

- Organisation d'une session en présentielle sur l'action extérieure des collectivités avec l'AEAG en pà Toulouse le 24 sept.
- Accompagnement des collectivités : Toulouse Métropole (partenariat avec StLouis du et appui à l'appel à projets de la Métropole). Participation au webinaires de présentation de l'appel à projets 2021 organisé par Occitanie Coopération (déc), Appui au SICOVAL (gestion de projets et fonds loi Oudin), commune de Villaudric (loi Oudin). Mise en lien avec Toulouse Métropole concernant Saint Louis du Sénégal pour un projet d'eau en milieu scolaire).
- Des ateliers de méthodologie en gestion de projet ont été réalisés : un atelier pédagogique en visio à destination des acteurs occitans le 3 nov sur la qualité de l'eau en lien avec Occitanie Coopération.
- 2 ateliers pédagogiques en visio à destination des acteurs occitans (organisation et animation pS-Eau) les 03.07.20, 10.07.20 sur le sujet du diagnostic des projets EHA.

- 👤 Irvina Parrel – parrel@pseau.org
- 👤 Christophe Brossé – med@pseau.org

Nouvelle-Aquitaine

- Journée AECT – groupe eau et assainissement SO Coopération en présentiel à Bordeaux le 16 septembre.
- Rencontre du groupe pays Madagascar (en visio).
- Atelier pédagogique pour le suivi-évaluation des dispositifs de financement des collectivités territoriales (en visio).
- Réunion des Intercommunalités à l'échelle du bassin AG.
- Accompagnements des collectivités : Bordeaux Métropole (pour appel à projets 2021), agglomération de La Rochelle (mobilisation de la loi Oudin), Commune d'Agen (démarrage d'une coopération avec Djébonoua en Côte d'Ivoire (en appui avec SO Coopération), Eau 47 (préparation de Cycl'eau), Nouvelle Aquitaine (gestion de projets), Grand Angoulême (lancement d'un appel à projets), Grand Périgueux (loi Oudin), Communes d'Argentat sur Dordogne et de Malemort sur Corrèze (gestion de projet et mobilisation des agences de l'eau).
- Accompagnements de projets : Adour Pyrénées Sahel, lié au SIAEP Tarbes Nord (40), Brive Sikasso, lié à la Communauté d'Agglomération de Brive (47), Comité de Jumelage Sakal, lié aux communes de Malemort sur Corrèze (19) et Argentat sur Dordogne (19), Amitiés Burkinabé Pô Dissay, lié à la commune de Dissay (86).
- Deux fiches de capitalisation ont été réalisées : Coopération Région NA et Itasy à Madagascar et Coopération Foundiougne au Sénégal avec Martignas-sur-Jalle.
- Les ateliers de méthodologie en gestion de projet ont été réalisés : un atelier pédagogique en visio à destination des acteurs néo-aquitains en lien avec SO Coopération sur le sujet du diagnostic des projets EHA. Deux ateliers pédagogiques en visio à destination des acteurs occitans et néo-aquitains les 03 et 10 décembre sur la qualité de l'eau en lien avec SO Coopération.
- En direction des collectivités, co-organisation d'un atelier (11 décembre) sur le suivi-évaluation des dispositifs de financement des collectivités associant le Grand Périgueux, Bordeaux Métropole et la Région Nouvelle Aquitaine.

- 👤 Irvina Parrel – parrel@pseau.org

Grand Est

La nouvelle antenne de Nancy permet de faire mieux connaître le pS-Eau, ses outils et ses réseaux sur ce territoire. Le contexte de pandémie Covid-19 a inévitablement impacté la mission d'animation en limitant notamment la possibilité de se réunir et rencontrer les acteurs, et en modifiant le programme électoral et la mise en place des nouveaux élus à leur fonction. Toutefois, le premier cycle de formation initié en 2019 sur 2 des 3 ex-régions a pu être finalisé début 2020 au travers une formation au montage de projet d'accès à l'eau et l'assainissement à Nancy et les réseaux Burkina Faso et Actea ont été présentés aux acteurs du groupe pays Burkina Faso de Gescod lors d'une rencontre en octobre. L'animation territoriale pour les acteurs du Grand Est a permis d'initier une dynamique d'échange et de partage et d'accompagner sur 2020 une dizaine de porteurs de projet de la région. De nouvelles collectivités du territoire ont initié des démarches de Fonds Eau et d'autres envisage d'amplifier leur action via le dispositif de financement FICOL de l'AFD.

 Marie Zerbo – marie.zerbo@pseau.org

Autres régions

Provence-Alpes-Côte d'Azur

- La collaboration rapprochée avec le réseau régional multi-acteurs Territoires Solidaires a permis de réaliser une réunion d'information sur l'appel à projets annuel eau et assainissement d'Aix-Marseille-Provence Métropole, avec un focus sur la prise en compte du risque Covid dans les projets

Pays de la Loire

- Co-animation d'une séance d'information et de conseil avec l'AELB et PLCI.
- Appui aux porteurs de projets et poursuite de l'implication au sein du jury du fonds de soutien du conseil régional.
- Seconde animation avec PLCI : intervenir en eau potable assainissent et hygiène en contexte Covid.

Bretagne

- Participation au Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes : le pS-Eau a tenu un stand en lien avec le réseau Bretagne Solidaire et accueilli de nombreux acteurs du territoire.
- Accompagnement de la coopération décentralisée établie en 2020, entre Brest Métropole et le Gouvernement Autonome Municipal de Sacaba (GAMS) en Bolivie, qui porte sur le district d'Ucuchi, constituant le sous bassin amont du bassin versant de la Rocha. Première étape, réaliser un diagnostic des instances de gestion communautaire de l'eau, de l'état de qualité de la rivière ainsi que des équipements existants, afin d'aboutir à un plan d'actions.

Hauts de France

- Participation à la commission thématique « eau » du réseau régional Lianes Coopération et appui à la formalisation d'un programme mutualisé au Mali soutenu par la DAECT.
- Appui à la redéfinition stratégique et au fonctionnement du fonds eau de la métropole européenne de Lille.
- Toujours en lien avec Lianes Coopération, organisation d'une séance d'échanges techniques sur les fonds eau avec les agglomérations du territoire.

Ile de France

- Participation au groupe de travail des directions territoriales de l'AESN.
- Nombreuses interventions à l'invitation de municipalité franciliennes pour participer à des comités de pilotages de programmes en cours ou en préparation, ou de sessions d'appui et de mobilisation des associations di diaspora présentes sur leur territoires (Aubervilliers, Choisy le Roi, Montreuil, Ycid).

Des espaces de dialogue renforcés sur les zones d'intervention privilégiées de la coopération française

Une attention particulière est apportée aux pays d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française dans le secteur eau-assainissement-hygiène. Afin d'appuyer plus efficacement les acteurs français, de partager les expériences et de mettre en cohérence les actions avec les contextes nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des espaces de concertation sur ces pays « prioritaires » de concentration : Burkina Faso, Sénégal, Madagascar, Liban, Bénin, Togo, Mali, Niger, Maroc.

L'animation de ces espaces est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs qui interviennent dans chacun de ces pays : les services techniques des États, les associations de municipalités, les Instituts français, les agences de coopération, les ONG spécialisées, etc.

Pour chacun de ces pays, l'animation consiste à :

- **Assurer le recensement des acteurs** qui interviennent et l'expertise mobilisable (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises), ainsi que celui **des opérations** menées. Ces informations alimentent l'annuaire et l'atlas numérique du pS-Eau ;
- **Organiser des espaces d'échanges** entre les intervenants, en France en présence de partenaires du Sud et dans les pays du Sud ;
- **Assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales** en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française ;
- **Diffuser régulièrement de l'information** aux acteurs français intervenant dans le pays à travers différents canaux (newsletters, page web « pays ») ;
- **Réaliser des outils spécifiques** à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur.

Parmi ces espaces de concertation, le pS-Eau œuvre depuis 2009 à la mise en place de « plateformes ». Ces dispositifs visent à renforcer les capacités des acteurs du secteur EAH dans les pays d'intervention de la coopération française. Ainsi, pour quatre des pays, le pS-Eau appuie le développement de plateformes locales permettant à l'ensemble des acteurs locaux de bénéficier, grâce à des animateurs présents sur place, d'activités similaires à celles que le pS-Eau mène auprès des acteurs basés en France.

- **Le réseau ACTEA au Burkina Faso** – réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement, soutenu par l'agence de l'eau Seine-Normandie et l'AFD, et animé en partenariat avec l'association burkinabè ACDIL, qui héberge l'animateur à Ouagadougou.
- **La plateforme LEWAP au Liban** – *Lebanese Water Actors Platform*, animée par le pS-Eau et soutenue par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et l'Agence française de développement.
- **Le réseau Ran'Eau à Madagascar**, co-animé par le pS-Eau et l'ong malgache CITE et cofinancé par les agences de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Rhin-Meuse et Artois-Picardie, la métropole du Grand Lyon, le SIAAP et le GESCOD.
- **Le réseau Sénégal**, animé par le pS-Eau en partenariat avec l'association ADOS et la Cellule de planification, de coordination et de suivi des projets de l'Hydraulique et de l'Assainissement sénégalais et cofinancé par l'agence de l'eau Artois-Picardie.

Le pS-Eau intervient également dans l'accompagnement des États et institutions pour la gestion de bassins transfrontaliers : le bassin du fleuve Sénégal, qui traverse la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal ; et le bassin du Mono, qui prend sa source au Togo et traverse le Bénin.

● Les plateformes pays

Burkina Faso

Développement du réseau ACTEA

L'agence de l'eau Seine-Normandie et l'AFD, poursuivent leur soutien au réseau ACTEA permettant au pS-Eau de maintenir son appui au réseau ACTEA et de renforcer ses activités d'animations et d'appui.

Après une évaluation du précédent programme, le réseau ACTEA poursuit sa dynamique dans son nouveau plan action triennal (mi 2021-mi 2023). Appuyé par le pS-Eau et en lien étroit avec l'ACDIL, le réseau ACTEA maintient le développement de ses activités autour de trois axes :

- **Favoriser les échanges** entre les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement par l'organisation de divers espaces d'échanges permettant de réunir différents panels d'acteurs selon les thématiques: Le contexte particulier de cette année 2020 nous a conduits à modifier les formats des espaces d'échanges entre les acteurs, ainsi, des conférences en lignes ont été organisées: sous forme de webinaires, ou encore de discussion en ligne. Ces derniers permettant d'échanger sous forme de mails durant plusieurs semaines, tel que cela a été organisé fin octobre sur les enjeux de la gestion des latrines publiques. Toutefois, l'organisation d'une matinale des collectivités à Diebougu autour de la question de la gestion des AEPS a tout de même pu se dérouler normalement en février 2020.

Le réseau ACTEA travaille également en lien avec les Agences de l'Eau Burkinabè (AEN, AEM) et l'OIEau, en vue de renforcer les liens entre projets de Solidarité Eau & Assainissement et projets d'appui institutionnel à la GIRE.



Au Burkina, le réseau ACTEA a donc participé et est intervenu lors d'une formation sur le renforcement des capacités du Comité de Bassin et du Conseil d'Administration du Nakanbé organisée le 16 juin 2020.

- **Renforcer les compétences** des acteurs et leurs connaissances du secteur en assurant un service d'appui-conseil aux porteurs de projets ainsi que par la collecte, la production et la diffusion d'informations relatives au secteur. Afin d'assurer cette mission, le réseau ACTEA a produit deux newsletters en 2020 regroupant les actualités du secteur, du réseau et de ses partenaires. Le site internet du réseau ACTEA et les ressources de la base de données du pS-Eau sont régulièrement mis à jour et alimentés. En vue de diffuser et de capitaliser sur les expériences et bonnes pratiques des acteurs, le réseau produit des fiches « Partages d'expériences » relatant les expériences et projets mis en œuvre sur le secteur EAH au Burkina Faso.

- **Mieux connaître les actions** menées dans le domaine eau et assainissement au Burkina Faso par le recensement et la mise à jour des acteurs, organismes et projets intervenants sur le secteur de l'EAH au Burkina Faso dans la base de données du pS-Eau.

Bien que les contextes sanitaire et sécuritaire nuisent aux déplacements sur le territoire, le réseau ACTEA a maintenu au mieux ses missions de suivi, conseils auprès de projets menés en partenariat avec des acteurs français de coopération. Des services d'appui, conseil et accompagnement ont également été maintenus et renforcés auprès des acteurs sollicitant le réseau.

- **Évènements en France**: en France également le réseau ACTEA s'est adapté aux restrictions imposées par le COVID19 entraînant l'organisation d'une rencontre portant sur les enjeux de la qualité de l'eau au Burkina Faso, début décembre. Le réseau ACTEA Burkina s'est également joint aux réunions organisées par nos partenaires, dont la réunion du groupe Burkina, organisée par le réseau régional multi acteur GESCOD.

🌐 www.pseau.org/fr/burkina et www.actea.org

📧 [Perrine Bouteloup](mailto:bouteloup@pseau.org), bouteloup@pseau.org

📧 [Justin Bayili](mailto:reseau.actea@gmail.com), reseau.actea@gmail.com

Liban

LEWAP : Un renforcement de la plateforme

Avec le soutien de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse et de l'AFD, la plateforme LEWAP a poursuivi ses activités de mise en réseau des acteurs autour des trois axes suivants :

- **Communication, mise à disposition d'informations**

- Alimentation du site web (en français, anglais et arabe) et de la page Facebook www.facebook.com/LEWAP2017
- Alimentation du répertoire d'acteurs (1 19 contacts libanais supplémentaires portant le total à plus de 1 000 contacts), de l'atlas des actions (+ 21 projets de coopération en ligne, portant le total de l'atlas à 89), de la bibliothèque numérique (+ 69 documents techniques, 374 ouvrages).
- Publication de 3 newsletters, diffusées en trois langues.

- **Accompagnement et formation des acteurs :**

- 30 acteurs accompagnés dans leurs démarches au Liban, 7 acteurs en France.
- Formation à la mise en œuvre et la maintenance des systèmes de gestion des boues de vidange au niveau local grâce à une approche holistique et participative, organisée en ligne du 23 au 28 novembre 2020 en partenariat avec CEVAS.

- **Animation d'espaces d'échanges et de concertation :**

- Organisation de 2 «Mardis de LEWAP» en ligne, en octobre sur la gestion intégrée des ressources en eau et l'importance d'une approche participative, et en décembre sur l'hydrologie et la gestion des bassins versants méditerranéens.
- Co-organisation d'un webinaire avec le BTVL et l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, les 8 et 9 décembre 2020 en ligne, sur la GIRE par bassin versant : présentation des principes, cadre juridique du Liban, retours d'expériences en France et au Liban.
- Le sujet des boues résiduelles a fait l'objet d'un travail mené par des étudiants de l'université anglaise de Cranfield, encadré par le pS-Eau et LEWAP, et présenté lors d'un webinaire à l'échelle de la Méditerranée.

LEWAP participe également aux principales rencontres sectorielles au Liban :

- Réunions de coordination sectorielle WASH des acteurs humanitaires, organisées par l'UNICEF et le ministère de l'Énergie et de l'Eau.
- Réunions de coordination sectorielle organisées au niveau national par l'UNICEF et le ministère de l'Énergie et de l'Eau, réunions qui visent à articuler l'action des organisations locales et internationales dans le secteur eau et assainissement en réponse à la crise en Syrie, ainsi qu'à l'épidémie de la COVID-19 et à l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020.
- Groupe de travail Nexus Eau déchets énergie dans les petites et moyennes entreprises (PME).

LEWAP a travaillé à renforcer le lien avec les acteurs universitaires, en particulier en développant un «student chapter» avec l'université de Balamand, initiative pilote qui pourra être reproduite avec d'autres universités du Liban.

Implication dans le projet MADAD

Le fonds MADAD de l'Union européenne, dédié au soutien aux réfugiés syriens et aux communautés hôtes, finance un programme triennal portant sur l'amélioration des services d'eau et d'assainissement, et de la gouvernance de l'eau au Liban. L'action qui cible environ 1 500 000 personnes à travers le pays poursuit trois objectifs spécifiques :

- Le renforcement des capacités des établissements des Eaux.
- L'amélioration de la participation de la société civile et des autorités locales à la gouvernance du secteur.
- L'amélioration de la protection des réfugiés vis-à-vis de l'accès aux services d'eau et d'assainissement.

Le processus de définition de ce programme et du consortium d'ONG et d'associations libanaises chargées de le mettre en œuvre, a été mené en 2020, pour un démarrage début 2021.

En renforçant son équipe par le recrutement d'une seconde animatrice, LEWAP fournira un soutien au Consortium mené par l'ONG ACTED et composé d'ACF, WW-GVC, Solidarités International, LebRelief, en tant que plateforme d'information et de mise en lien des acteurs, et contribuera en particulier à :

- Renforcer le rôle des acteurs locaux (société civile, municipalités) en leur proposant de participer à des formations ou ateliers d'échanges,
- Rapprocher le milieu universitaire libanais avec le secteur de l'eau et de l'assainissement, via une initiative d'octroi de bourses pour des étudiants ou jeunes diplômés qui proposeront des sujets de recherche en lien avec les enjeux du secteur abordés par le programme MADAD.

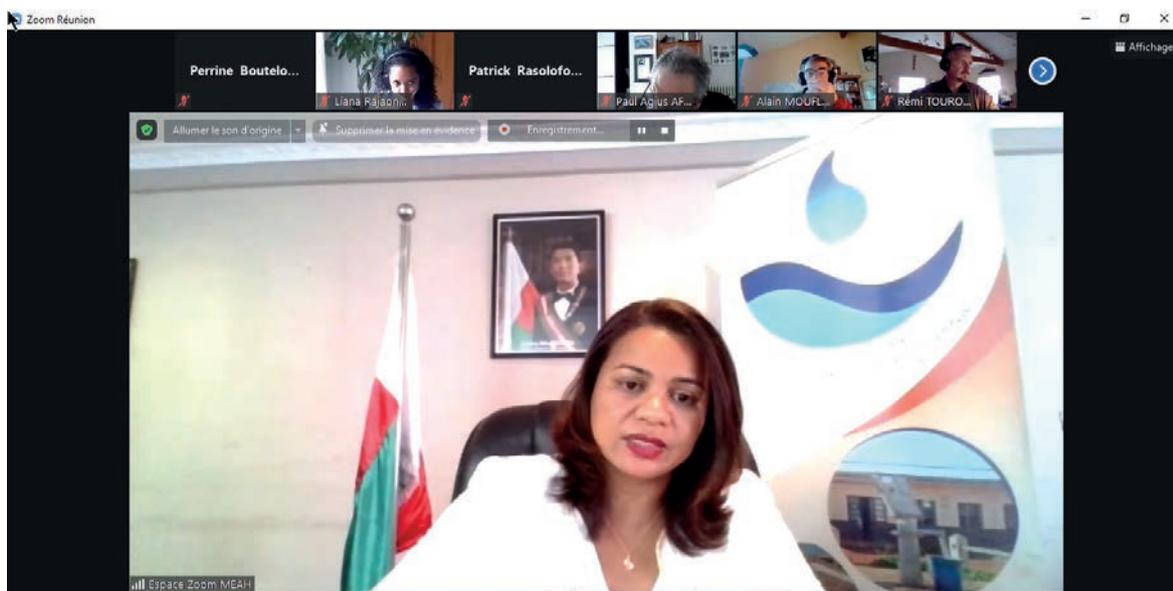
① www.pseau.org/liban et www.lewap.org

① Jasmine El Kareh, kareh@lewap.org

② Vincent Dussaux, dussaux@pseau.org



Madagascar



Ran'Eau : des partenaires très impliqués

Grâce au soutien renouvelé de ses différents partenaires (Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Agence de l'Eau Rhin-Meuse, Agence de l'Eau Artois Picardie, Métropole de Lyon et Gescod), le réseau Madagascar est parvenu à poursuivre et adapter ses activités malgré la crise sanitaire.

Diffusion d'information et réalisation d'outils : le pS-Eau et l'ONG Ran'Eau ont poursuivi leur travail de veille et de diffusion d'informations auprès des acteurs du secteur. Une attention particulière a été portée sur le lien entre accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et Covid-19, afin de permettre aux membres du réseau de rester informés sur la situation à Madagascar et d'adopter les gestes barrière. Ce focus a d'ailleurs permis la création de podcasts, un nouvel outil de valorisation des initiatives menées par des acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale.

Organisation d'échanges : le lien entre acteurs a été maintenu, en grande partie en ligne, à travers l'organisation de réunions de groupes de travail, mais également de rencontre d'échanges thématiques. En France, la réunion institutionnelle du réseau Madagascar, temps fort de l'année, a été l'occasion de mettre en lumière la situation alarmante de sécheresse qui frappe le Sud du pays. La Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène de Madagascar et ses équipes ont activement participé à l'événement en ligne afin de partager les solutions envisagées par les autorités et les moyens nécessaires. A Mada-

gascar, la thématique de la GIRE a été largement traitée dans différentes localités, en raison des grandes difficultés d'approvisionnement en eau auxquelles ont fait face plusieurs villes du pays. Les phases de déconfinement ont permis d'effectuer des visites sur le terrain et de maintenir les dynamiques d'échanges en régions.

Accompagnement des acteurs : la redynamisation du réseau Madagascar a permis de renforcer l'offre d'accompagnement aux porteurs de projets souhaitant intervenir à Madagascar. Le lien avec les réseaux régionaux multiacteurs en France a également facilité l'identification des acteurs et de répondre aux besoins de mises en relation et appui-conseil.

À noter qu'en 2020, l'ONG Ran'Eau a pu asseoir sa présence dans le paysage malgache en obtenant de nouveaux financements pour mener ses activités. Ainsi, l'ONG est partenaire de l'ONG InterAide dans la mise en œuvre d'un projet bénéficiant d'une FISONG de l'AFD et a obtenu un appui du dispositif Fanainga, une facilité multi-bailleurs accompagnant la structuration de la société civile malgache.

L'intégralité des activités menées au sein du réseau Ran'Eau sont détaillées dans le rapport d'activités dédié, disponible sur le site internet www.raneau.org et www.pseau.fr/madagascar

- 📄 www.raneau.org
- 📧 Liana Rajaonary, rajaonary@pseau.org
- 📧 Patrick Rasolofo, de@raneau.org

Sénégal

Forum mondial de l'eau en vue

La plateforme Sénégal, pilotée avec le ministère de l'hydraulique et l'assainissement sénégalais et animé par le pS-Eau, a poursuivi ses activités en 2019, avec le soutien de l'agence de l'eau Artois-Picardie.

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de la COVID-19 qui a fortement impacté le travail du pS-Eau. Pendant la période de confinement, les activités ont été adaptées afin de maintenir la dynamique du réseau en France et au Sénégal.

Les séances d'appui-conseil et les réunions de travail ont pu se réaliser à distance. Les missions de terrain prévues sur le premier semestre 2020 ont été ajournées. Elles ont été remplacées par d'autres activités. En France, les membres du réseau ont été très actifs pendant la pandémie, et un nombre important de séances d'appui-conseil à distance ont pu se réaliser. Le Sénégal a organisé rapidement la riposte à la pandémie, et des efforts importants de la part du ministère ont été faits. Ils ont permis de rendre l'eau gratuite pendant une période à Dakar et aussi d'animer des séances de sensibilisation sur les gestes d'hygiène à tenir pour se protéger du virus. De nombreux acteurs français qui avaient des projets en cours au Sénégal ont également adapté leurs activités et programmation afin de réagir rapidement contre la pandémie. Malgré les efforts importants, le manque d'eau potable et d'assainissement dans certaines zones du pays ont pu accentuer la vulnérabilité des populations déjà fragilisées.

À cause de la pandémie, le Forum mondial de l'eau initialement prévu en 2021 a été décalé et il aura lieu en mars 2022 à Dakar Sénégal.

Une newsletter a été diffusée dans le cadre du réseau www.pseau.org/sites/default/files/newsletter_senegal_mai_2020_n8vf.pdf, une note de synthèse sur la gouvernance de l'eau au Sénégal a été produite www.pseau.org/sites/default/files/note_gouvernance_eau-assainissement_senegal_0.pdf et une participation à distance à de nombreux webinaires organisés par les partenaires ont permis au pS-Eau de maintenir la dynamique du Réseau. Les temps forts qui ont rythmé l'année :

- Préparation du Forum mondial de l'eau qui aura lieu en 2021 à Dakar. Le pS-Eau a participé au Kick off meeting



et est impliqué dans les groupes actions « Assurer l'accès universel à l'eau » et « Assurer l'accès universel à l'assainissement ». Cela permettra de partager les réflexions et conclusions tirées programme de recherche-action pour le développement de l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal (PRADALIS) qui a été clôturé au Sénégal en juin par un atelier de capitalisation.

- Quatre rencontres thématiques ont eu lieu en France avec la participation d'une délégation du ministère de l'eau et de l'assainissement du Sénégal et de la Plateforme des organisations de la société civile sur l'eau et l'assainissement au Sénégal. Deux rencontres à Paris, une rencontre à Lyon en janvier et une rencontre à Toulouse en novembre. La thématique de ces sessions a porté sur l'accès à l'eau potable et l'assainissement en milieu rural et dans les petits centres. Au total environ 200 personnes ont pu participer à ces rencontres. Les Comptes rendus disponibles www.pseau.org/fr/senegal

- La plateforme Sénégal continue à se consolider grâce à l'accompagnement de près de 30 porteurs de projet et la mise à jour des outils numériques, la diffusion de la newsletter et la veille sur les actualités du secteur.

① www.pseau.org/senegal

📧 [Ana Sanchez, ana.sanchez@pseau.org](mailto:Ana.Sanchez@pseau.org)

● Les réseaux pays

Bénin

Un partenariat stratégique enclenché

Le dispositif d'animation proposé aux acteurs de coopération français et à leurs partenaires au Bénin repose sur une combinaison d'actions conduites cette année.

- mises à jour en continu de contacts et de fiches actions sur l'annuaire et l'atlas en ligne du pS-Eau, pour un partage d'informations et de connaissances et une meilleure visibilité des projets de coopération ;
- actualisation de la fiche pays Bénin et de la page web spécifique (www.pseau.org/benin) ;
- accompagnement de 11 acteurs français (collectivités et associations) et de leurs partenaires a été réalisé dans leurs démarches et leurs initiatives de coopération pour la concrétisation rapide de 4 projets
- un nouveau partenariat enclenché au dernier trimestre 2020 avec l'agence de l'eau Seine Normandie pour la réalisation d'un diagnostic afin d'étudier la faisabilité et l'opportunité de la mise en place d'une plateforme pays Bénin, c'est-à-dire la formalisation d'un réseau d'échanges entre les acteurs du secteur eau, hygiène et assainissement intervenant au Bénin (acteurs locaux et acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale français).

🌐 www.pseau.org/benin



Togo

Des initiatives à soutenir

En 2020, les activités d'animation au Togo se sont traduites par les activités suivantes :

- mises à jour en continu de contacts et de fiches actions sur l'annuaire et l'atlas en ligne du pS-Eau, pour un partage d'informations et de connaissances et une meilleure visibilité des projets de coopération ;
- accompagnement de 9 acteurs français (collectivités et associations) et de leurs partenaires a été réalisé dans leurs démarches et leurs initiatives de coopération pour la concrétisation rapide de 4 projets ;
- finalisation de la co-rédaction, avec la Direction des Ressources en Eau du Ministère de l'Eau du Togo et l'OIEau, du projet de caractérisation-diagnostic du SDAGE du Mono dans sa partie togolaise, incluant un ensemble de cartes. Cet état des lieux du SDAGE sera validé lors d'un atelier de restitution organisé au Togo en 2021, en présence des acteurs clés de la gestion de l'eau sur le bassin du Mono au Togo et l'Autorité du Bassin du Mono ;

🌐 [Philippe Mouton, mouton@pseau.org](mailto:mouton@pseau.org)



Mali

Encourager des projets mutualisés

En 2020, les activités dédiées aux initiatives franco-maliennes ont été très diversifiées dans un contexte d'instabilité politique, sanitaire et de sécurité très dégradé.

- Animation de deux comités de pilotage du programme concerté SIAAP Mali comprenant quatre collectivités franciliennes et leurs opérateurs partenaires. Ce programme vise notamment la réalisation de près de 50 blocs de latrines en milieu scolaire et la promotion de l'hygiène.
- Organisation avec la ville de Montreuil d'une séance de mobilisation de la diaspora (novembre).
- Appui au montage d'un programme multi villages pluriannuels, associant l'ong SEVES et la diaspora malienne, proposé au SEDIF.
- Organisation avec la ville de Montreuil d'une séance de mobilisation de la diaspora (novembre).
- Accompagnement au montage de projets et finalisation de demande de cofinancements d'associations engagées

dans une démarche de « passage à l'échelle » de leurs interventions, ou de leur redéploiement vers des zones moins exposées et en déficit d'équipement. Cet accompagnement comprend comme chaque année, un volet d'appui spécifique en direction de la diaspora malienne dont la mobilisation reste forte.

- Participation au groupe Mali de Lianes coopération (21 janvier). Plusieurs associations et comités de jumelage des Hauts de France entament une démarche collective de mobilisation de leur collectivité en préparation de nouveaux programmes (région de Kayes, Bandiagara) à soumettre à l'appel à projets « Clé en main » de la DAECT. Conseils et mises en relation avec expériences et potentiels partenaires et prestataires.

📄 www.pseau.org/mali

📧 [Guillaume Aubourg, aubourg@pseau.org](mailto:aubourg@pseau.org)



Niger

Maintenir des coopérations actives

Les opérateurs engagés durablement au Niger maintiennent des coopérations actives, mais ce groupe est restreint en nombre. Le renouvellement électoral au sein des collectivités en France, comme l'échéance de l'élection présidentielle au Niger n'ont pas favorisé une forte implication de la coopération décentralisée.

- Accompagnement de collectivités dans la préparation de nouvelles phases d'intervention (Département du val de Marne, jumelage Conflans Sainte-Honorine).
- Actualisation de l'expertise nigérienne de références pour faciliter l'identification d'opérateurs qualifiés en matière de conduite de projets ou de prestations techniques ponctuelles.

- Relance des contacts avec les services techniques nigériens autour du mécanisme commun de financement du programme sectoriel.
- Diffusion du récent guide du service public de l'eau potable en milieu rural.
- Participation au groupe pays Niger de CUF.
- Mise en ligne de fiches actions sur l'atlas des projets.

www.pseau.org/niger

[Guillaume Aubourg, aubourg@pseau.org](mailto:aubourg@pseau.org)



Maroc

Approfondir la valorisation des boues

Le pS-Eau a poursuivi en 2020 son appui aux porteurs de projet, ainsi que l'alimentation de sa base de données par de la documentation et des informations sur les acteurs et les projets (annuaire, atlas des actions).

En 2020, le pS-Eau a mis à jour et approfondi ses connaissances des dynamiques de la coopération décentralisée et non gouvernementale franco-marocaine dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, par une démarche active d'identification et de prise de contact avec les acteurs actifs.

La capacité du réseau Maroc à répondre à des sollicitations, à identifier des synergies pour proposer des mises en lien pertinentes (acteurs intervenants sur les mêmes zones ou confrontés aux mêmes problématiques, relais vers des experts...) se trouve ainsi renforcée. Le pS-Eau propose également un accompagnement à l'identification de partenaires techniques et financiers en France ; et de partenaires et de zones d'intervention pertinentes au Maroc, en particulier en lien avec l'antenne marocaine de la DAECT.

En 2020, afin d'actualiser les informations sur le cadre sectoriel et les stratégies nationales relayées aux acteurs,

la « fiche pays Maroc », présentant ces éléments de façon synthétique, a été mise à jour.

Cette dynamique du réseau Maroc se poursuivra en 2021, par l'organisation d'une rencontre, avec l'intervention d'acteurs institutionnels marocains et français et des retours d'expériences sur des thématiques ciblées ; et par la publication de newsletters.

Par ailleurs, les travaux d'approfondissement et de production de connaissance menés sur la réutilisation des eaux usées traitées et sur la gestion des boues d'épuration dans le bassin méditerranéen sont étroitement liés à l'animation du réseau Maroc. En effet, ces études se sont penchées en particulier sur contexte marocain, au travers de l'analyse du cadre réglementaire et de cas d'études. Le séminaire, organisé en novembre 2021, avec la participation de l'IME, a été une occasion de rassembler des acteurs intervenants au Maroc.

📄 www.pseau.org/maroc

✉️ **Christophe Brossé**, med@pseau.org

👤 **Mélodie Boissel**, melodie.boissel@pseau.org



● Les bassins transfrontaliers

Le bassin du fleuve Sénégal

Appui aux échanges entre l'OMVS et l'AEAG: En 2020, le pS-Eau a **facilité les échanges entre les deux partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des ateliers OMVS-AEAG**. Cela a pris la forme de préparation de réunions, de collecte d'information, de prise de contact avec de nombreux acteurs.

Afin de préparer un deuxième atelier après celui de mars 2019, tout un travail d'animation de réseau a été réalisé pour collecter les informations importantes dans les 4 pays du fleuve et prendre contact avec les acteurs à inclure aux concertations. Les associations de maires, ONG locales et françaises, acteurs CDNG et acteurs institutionnels ont été contactés et des échanges ont été organisés lorsque possible.

Ce nouvel atelier devait se tenir à Saint Louis du Sénégal en mars 2020, autour de la problématique de la bonne gouvernance de la GIRE et de la mobilisation des collectivités territoriales. Tout le travail de préparation avait été réalisé: note de cadrage, mobilisation des intervenants, invitations, logistique, communication. Il a malheureusement été reporté au dernier moment en raison de la situation sanitaire.

Par ailleurs, pour optimiser les échanges pendant les ateliers et les adapter au mieux aux divers contextes des pays du fleuve Sénégal, le travail de recherche documentaire sur les contextes institutionnels GIRE dans les pays du fleuve Sénégal et les projets intéressants a été complété (lecture bibliographique). Malheureusement les projets GIRE ont été suspendus en grande partie à cause de la situation sanitaire.

Ce travail de connaissance du contexte permet également d'améliorer la qualité des échanges et des présentations lors des ateliers. Ceci permet de mobiliser davantage d'acteurs in fine.

👤 **Irvina Parrel**, parrel@pseau.org

Le bassin du Mono

Mieux coordonner la complémentarité des actions de terrain eau, hygiène et assainissement avec la gestion multi-usage des ressources en eau

L'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse appuie avec le concours de deux opérateurs: l'Office international de l'eau (OIEau) et le pS-Eau le **processus de structuration** de l'Autorité du bassin du Mono (ABM) créée en 2014 par le Bénin et le Togo.

En 2020, le projet de caractérisation-diagnostic du SDAGE du Mono dans sa partie togolaise a été élaboré et finalisé, en partenariat avec la Direction des ressources en eau du ministère de l'Eau du Togo et l'OIEau. Cet état des lieux du SDAGE fera l'objet d'une validation lors d'un atelier de restitution à organiser dans le courant du 1er semestre 2021 à Lomé, en présence des acteurs clés de la gestion de l'eau sur le bassin du Mono au Togo et l'Autorité du bassin du Mono.

La phase suivante d'élaboration du SDAGE consiste à établir un plan d'action sur la base des défis identifiés et hiérarchisés, impliquer les maîtres d'ouvrages porteurs et la recherche des financements nécessaires à la réalisation des travaux.

👤 **Philippe Mouton**, mouton@pseau.org



Mobilisation

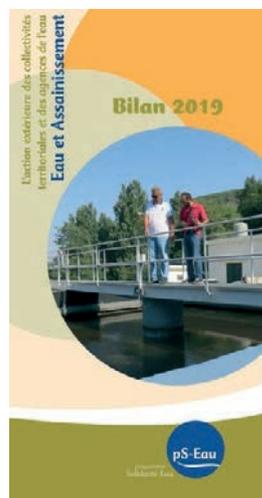
Produire des outils d'information et animer des débats pour accroître la mobilisation des acteurs locaux

En complément de ses activités de production de connaissances et de l'appui aux porteurs de projets, le pS-Eau mène également des activités de mobilisation :

- **En France**, pour sensibiliser les acteurs locaux aux enjeux de la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement et les encourager à s'engager ;
- **En Europe et à l'international**, pour faire de l'eau et de l'assainissement une priorité dans l'agenda européen, mobiliser autour du 1% Europe et présenter le 1% français et ses spécificités lors de conférences internationales.

Mobiliser les collectivités françaises

- Suivi de l'action extérieure des collectivités territoriales



En 2020, les engagements de l'année 2019 pour la solidarité internationale dans le secteur eau et assainissement ont été collectés auprès de plus de 200 collectivités territoriales et des agences de l'eau. Après une année 2018 en demi-teinte (28,2 millions), les engagements sont repartis à la hausse pour s'établir à 31,9 millions d'euros, un chiffre encore jamais atteint. Cette croissance retrouvée (+ 13%) s'appuie aussi bien

sur l'implication des collectivités 15,5 millions (+ 1,4 million) que sur les contributions (16,4 million + 2,3 millions) des 6 agences de l'eau. Une année record !

Par ailleurs le pS-Eau poursuit sa veille et son accompagnement des initiatives des collectivités, en particulier concernant les 50 plus grandes intercommunalités, dans un contexte de réforme territoriale et de réattribution des compétences pour l'eau et l'assainissement.

Cette connaissance fine permet au pS-Eau et à ses partenaires de mieux cibler les actions de sensibilisation et d'appui qui permettront l'engagement de nouvelles collectivités, ainsi que d'organiser des échanges permettant la montée en puissance et en performance de celles déjà engagées.

Le pS-Eau a en outre poursuivi son étude sur l'intervention en solidarité internationale pour l'EAH des grandes intercommunalités françaises, dans un contexte de réforme territoriale et de réattribution des compétences pour l'eau et l'assainissement. Cette étude offre une vision exhaustive du niveau d'implication actuel des 50 plus grandes intercommunalités françaises, et de leurs potentialités de développement. Cette connaissance fine permet au pS-Eau et à ses partenaires de mieux cibler les actions de sensibilisation et d'appui qui permettront l'engagement de nouvelles collectivités, ainsi que d'organiser des échanges permettant la montée en puissance et en performance de celles déjà engagées.

- **Contribution à la stratégie internationale Eau de la France**

Suite à sa contribution active au processus d'élaboration de la stratégie internationale Eau de la France, le pS-Eau a animé une des 3 tables rondes lors de l'événement de lancement de la Stratégie le 24 février. Cette table ronde portait sur les spécificités et rôle de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et l'assainissement. Le document a fait l'objet d'une large diffusion. Pierre-Marie Grondin a pu également la relayer à l'occasion de la séance plénière du 21 septembre de la Commission nationale de la Coopération décentralisée (CNCD) dont il est membre.

- **Plaidoyer pour les trois 1% Eau – Assainissement, Énergie, Déchets**

En partenariat étroit avec l'AFD (équipe Ficol), conduite d'une étude de bilan des 1% solidaire. Production et diffusion d'une plaquette qui synthétise les résultats de l'étude. Dans la foulée, une démarche a été engagée avec CICLE, AMORCE et la Cirma auprès de l'AFD en vue de déposer un appel à manifestation d'intention sur les services essentiels (Eau, assainissement, énergie, déchets). La demande a abouti à proposition de programme en consortium sur 3 ans acceptée et soutenue par l'AFD en association avec le MEAE (DAECT), l'Ademe, et le F3E. Démarrage mai 2021.

- **Réunions de sensibilisation des collectivités territoriales**



Le pS-Eau a organisé et participé à des réunions de mobilisation des collectivités à Rennes, lors du Carrefour des gestions locales de l'eau en partenariat avec la région Bretagne ; à Paris, lors du Forum de l'action internationale des collectivités territoriales organisé par Cités Unies France et lors de l'assemblée générale de

Cités Unies France, à Bordeaux à l'initiative de la métropole, de la région nouvelle Aquitaine et So Coopération.

Les nouveaux élus municipaux et ou communautaires ont été sollicités en 2020 notamment lors d'une journée dédiée aux quinze ans de la loi Oudin Santini le 13 octobre. Un hommage a été rendu à cette occasion à M. Jacques Oudin récemment disparu.

Une série de nouveaux signataires de la charte des élus de l'eau ont rejoint ce collectifs d'« Élus de l'eau » disponibles pour porter témoignage de leur engagement auprès de leurs pairs (63 élus sont engagés dans le mouvement à ce jour).

Sensibiliser le grand public

- **Supports pédagogique**

La base de données Pédag'eau met à disposition de tous des outils pour les accompagner dans leur démarche d'éducation au développement dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement. En 2020, 202 nouveaux outils pédagogiques ont été ajoutés à la base de données Pédag'eau.

- **Communication autour des journées mondiales**

Le pS-Eau a mis à disposition des collectivités et de leurs partenaires des outils et un répertoire des manifestations organisées à l'occasion des Journées mondiales de l'eau (JME), du lavage des mains (JMLM) et des toilettes (JMT). Pour chaque événement, un mailing spécifique a été réalisé pour diffuser des références bibliographiques actualisées.

- **Prix de la solidarité étudiante**

Participation à l'instruction des projets puis à la cérémonie de proclamation du palmarès dont le prix du public (vote en ligne).

Plaidoyer pour le 1% Eau Europe

Le pS-Eau a poursuivi son travail d'animation de la plateforme européenne de promotion des mécanismes de financement solidaires pour l'eau avec Solidarité Eau Europe (SEE) et va continuer à apporter son expérience et son approche sur ces sujets.

Le pS-Eau a participé activement au développement de la mise en place d'une structure intercommunale de gestion d'un bassin (La Nirnova) en Moldavie. Une mission en Moldavie s'est déroulée à la fin du mois de janvier 2020 et a été suivie d'une réunion du comité de pilotage du projet qui a précisé la suite du développement des différents projets.

Les réunions du comité de pilotage de ce programme se sont tenues les 29 juillet 2020, 3 novembre 2020, une troisième a eu lieu au premier trimestre 2021.

Une reprise des visites sur place et des réunions en présentiel auraient dû reprendre en octobre mais ces missions ont été reportées. La contractualisation d'un expert local a permis de faire avancer le programme et de maintenir la mobilisation des maires moldaves et des parties prenantes du programme en France (Agences de l'Eau, CC de St Omer, Gescod, SDEA, etc.).

- Appuyer la mise en place d'une structure intercommunale de gestion d'un bassin (La Nirnova) en Moldavie

Le pS-Eau a participé activement au développement de ce programme. Une mission en Moldavie s'est déroulée à la fin du mois de janvier 2020 et a été suivie d'une réunion du comité de pilotage du projet qui a précisé la suite du développement des différents projets.

Les réunions du comité de pilotage de ce programme qui se sont tenus les 29 juillet 2020, 3 novembre 2020, une troisième est prévue au premier trimestre 2021.

Une reprise des visites sur place et des réunions en présentiel auraient dû reprendre en octobre, mais ces missions ont été reportées. La contractualisation d'un expert local a permis de faire avancer le programme et de maintenir la mobilisation des maires moldaves et des parties prenantes du programme en France (Agences de l'Eau, CC de St Omer, Gescod, SDEA, etc.).

📍 Pierre-Marie Grondin, grondin@pseau.org



Communication

Les Jeudis du pS-Eau pour débattre

Depuis 2013, le pS-Eau a lancé son nouveau lieu d'échanges et de débats : les Jeudis du pS-Eau. Ces rendez-vous permettent aux membres du réseau de se réunir pour échanger et débattre sur des sujets transversaux, parfois polémiques, ou des sujets qui intéressent nos partenaires et qui font l'actualité du secteur de la solidarité pour l'eau et l'assainissement.

Pour chaque Jeudi, des intervenants, experts de leur domaine, donnent leur point de vue et participent aux échanges.

Cette année, le débat s'est concentré sur une session portant sur le bilan de la Loi Oudin Santini, quelques semaines après la disparition de Jacques Oudin.

Le compte-rendu du débat est disponible sur www.pseau.org/jeudis

Des outils pour s'informer et agir

- Un site internet pour informer les acteurs

Afin de répondre aux besoins d'informations, le site internet du pS-Eau est continuellement enrichi de nouvelles pages, et met à disposition toute l'actualité sur le secteur. www.pseau.org



- La Lettre pour diffuser des retours du terrain

Trois fois par an, la Lettre du pS-Eau informe les partenaires et les membres du réseau des activités de l'association et des actualités du secteur. Elle fait connaître et diffuse les enseignements des programmes d'action ou de recherche menés par les acteurs français de coopération. www.pseau.org/lettre

- Les réseaux sociaux pour échanger avec la communauté

Le pS-Eau informe via les réseaux sociaux des dernières actualités du secteur, des publications et des événements à ne pas manquer et diffuse des appels à projets pour financer des projets.

Au premier trimestre 2021, le pS-Eau rassemblait 3 511 abonnés sur Facebook et 1 878 sur Twitter, en augmentation constante par rapport à 2019.

Actea (réseau Burkina Faso) compte 929 abonnés, 255 pour Lewap (Liban) et 7767 pour Ran'eau (Madagascar).

communication@pseau.org

Pour ne manquer aucune info, rejoignez-nous sur :



@pSEau

@pSEau

pS-Eau

pS-Eau

The background features a series of curved, overlapping lines in shades of purple and magenta, creating a sense of motion and depth. A large, semi-transparent circle is positioned on the left side, partially overlapping the text.

Budget et organisation

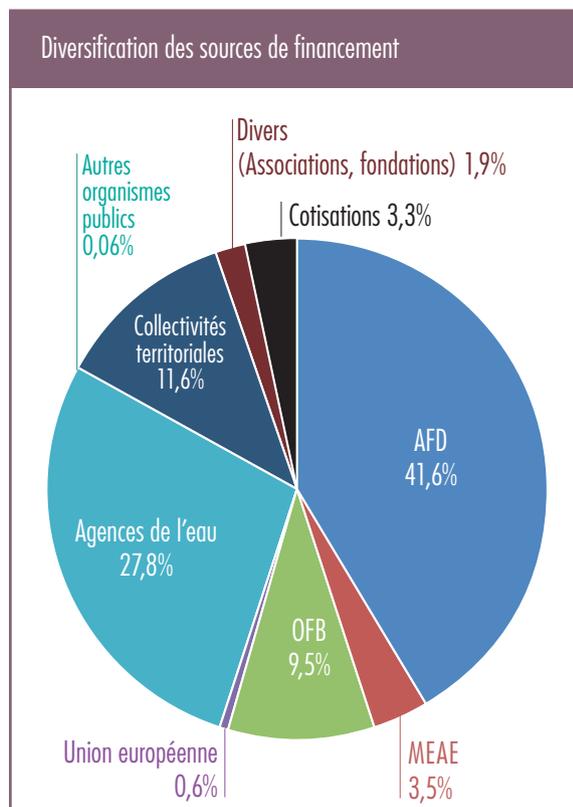
Financements

Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. L'association est présidée par Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot. Le conseil d'administration compte 20 membres en 2018 ; une équipe permanente de 14 personnes, dirigée par Pierre-Marie Grondin, en applique les décisions.

www.pseau.org/fr/equipe

Le budget du pS-Eau en 2020 est de 1,450 million d'euros, soit un budget légèrement inférieur à celui de 2019 (1,575 million). La diversification des sources de financement enclenchée les années précédentes se confirme avec une participation accrue des agences de l'eau et un accroissement des cotisations. Le principal soutien demeure l'AFD, qui représente 41,6% des ressources.

Le soutien global de l'État représente 54,6% du budget total. La fonction d'appui-conseil constitue toujours la principale activité du pS-Eau. La montée en puissance des quatre dispositifs d'animation pays (Sénégal, Burkina Faso, Madagascar, Liban) grâce au soutien des agences de l'eau y contribue de façon notable.



Organisation

Le conseil d'administration

Les membres du bureau

Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Vice-Président	Jacky COTTET (†2021)
Trésorier	Bruno VALFREY, Hydroconseil
Secrétaire	Thierry VANDELDE, Fondation Veolia

Membres d'honneur

Président d'honneur, René ALA
(Ambassadeur de France)
Association des maires de France (AMF)

Membres associés

Agence française de développement (AFD)
Office français de la biodiversité (OFB)
Ministère de l'Europe et des Affaires
étrangères (MEAE)
Ministère de la Transition écologique
et solidaire (MTES)

Les membres du conseil d'administration

M. Luc ARNAUD, GRET
M. Jean Pierre CERDAN, Électriciens Sans Frontières
M. Charles CHAUMIN, Aquassistance
M. Guillaume CHOISY, Agences de l'eau Adour
Garonne
M. François DECOSTER, agence d'urbanisme et de
développement du Pays de Saint-Omer
Mme Hélène DROMAIN, Métropole de Lyon
Mme Anne HIDALGO, Association internationale des
maires francophones (AIMF)
M. Brice LALONDE, Académie de l'Eau
M. Jean-Marc LEBLANC, Croix-Rouge française
M. Dan LERT, Mairie de Paris
Mme Mireille MURAWSKI, Association de coopéra-
tion entre acteurs du développement (ACAD)
Mme Oana TISSERANT, Cités Unies France (CUF)
M. Denis SCHULTZ, Gescod
M. Eric TARDIEU, OIEau
M. Jean-Marie TETART, YCID

L'équipe du pS-Eau en 2020

Directeur

Pierre-Marie Grondin grondin@pseau.org

Directeur adjoint – Coopération décentralisée et non gouvernementale, Réseaux Mali et Niger

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Directeur adjoint en charge des programmes

Vincent Dussaux dussaux@pseau.org

Directeur adjoint – Recherche et relations institutionnelles internationales

Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org

Bassin Méditerranéen Réseau Maroc Production de connaissances,

Mélodie Boissel melodie.boissel@pseau.org

Colette Génevaux (départ mars 2020)

Réseau Madagascar

Liana Rajaonary rajaonary@pseau.org

Réseau Burkina Faso

Perrine Bouteloup perrine.bouteloup@pseau.org

Responsable de l'antenne Lyon-Méditerranée

Réseaux Bénin, Togo

Philippe Mouton mouton@pseau.org

Antenne Lyon -Méditerranée

Réseau Sénégal

Ana Sanchez ana.sanchez@pseau.org

Antenne Montpellier

Réseau Maroc

Christophe Brossé med@pseau.org

Antenne Toulouse

Animation Sud-Ouest – GIRE bassin fleuve Sénégal

Irvina Parrel parrel@pseau.org

Antenne Nancy

Animation Grand Est

Amélie Heuzé (départ mai 2020)

Marie Zerbo (juil. 2020) zerbo@pseau.org

Comptabilité

Houharia Farsi farsi@pseau.org

Communication et plaidoyer

Camille Martin (départ avril 2020)

Information et communication

Michel Taquet taquet@pseau.org

À l'étranger

À Madagascar

(Poste vacant en raison de la Covid 19)

Au Liban

Jasmine El Kareh kareh@lewap.org

Au Burkina Faso

Justin Bayili reseau.actea@gmail.com

Programme Solidarité Eau

22 rue des Rasselins

75020 Paris

Tél. +33 (0)1 53 34 91 20

pseau@pseau.org

Antenne Lyon-Méditerranée

80 cours Charlemagne

69002 Lyon

Tél. +33 (0)4 26 28 27 91

lyon@pseau.org

Antenne Toulouse

26-28 rue Marie Magné

31300 Toulouse

Tél. +33 (0)6 20 23 85 47

toulouse@pseau.org

Antenne Montpellier

S/c Cari

Rue du Courreau

34380 Viols le Fort

Tél. +33 (0)4 67 55 61 18

med@pseau.org

Antenne Nancy

S/c Gescod

48 esplanade Jacques Baudot

54035 Nancy

Tél. +33 (0)7 68 17 00 86

nancy@pseau.org

www.pseau.org



pS-Eau

programme
Solidarité-Eau